

ATELIERS APPRENTISSAGE DE GORGE DE LOUP - ASSOCIATION

105 Avenue Sidoine Apollinaire
69009 LYON
SIREN 335 119 962

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 août 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

—
LYON DARDILLY
2 place du Paisy
BP 97
69573 Dardilly Cedex

Tél. 04 37 49 99 99
E-mail. firex@firex.fr

www.firex.fr



ATELIERS APPRENTISSAGE DE GORGE DE LOUP - ASSOCIATION

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'association ATELIERS APPRENTISSAGE DE GORGE DE LOUP,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ATELIERS APPRENTISSAGE DE GORGE DE LOUP relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les comptes de l'Association présentent des postes valeurs mobilières de placement et disponibilités représentant respectivement 557 K€ et 56 K€. Afin de contrôler ces actifs, nous avons mis en œuvre les procédures de confirmations directes des banques et nous avons pris connaissance des documents justifiant la réalité des montants figurant en comptabilité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Sociétaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on



peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Dardilly, le 25/11/2025

Le commissaire aux comptes
FIREX AUDIT

Frederic LAMBERT
Associé



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/08/25	Net au 31/08/24
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	33 979,72	33 976,72	3,00	239,09
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains	107 500,00		107 500,00	107 500,00
Constructions	1 647 150,38	835 470,39	811 679,99	878 735,07
Installations techniques, matériel et outillage	1 952 967,17	1 663 004,78	289 962,39	380 605,15
Autres immobilisations corporelles	444 746,42	350 895,48	93 850,94	85 419,88
Immob. en cours / Avances et acomptes	65 400,00		65 400,00	
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	9 322,26	9 322,26		
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 261 065,95	2 892 669,63	1 368 396,32	1 452 499,19
Stocks				
Matières premières et autres approv.	54 148,92		54 148,92	46 742,41
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	49 401,65	3 221,54	46 180,11	62 276,85
Autres créances	84 602,21	1 219,59	83 382,62	94 026,88
Divers				
Valeurs mobilières de placement	557 280,43		557 280,43	800 298,71
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	56 105,16		56 105,16	53 105,65
Charges constatées d'avance	4 525,53		4 525,53	10 600,06
ACTIF CIRCULANT	806 063,90	4 441,13	801 622,77	1 067 050,56
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	5 067 129,85	2 897 110,76	2 170 019,09	2 519 549,75

Bilan

	Net au 31/08/25	Net au 31/08/24
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	718 876,54	750 704,89
Ecart de réévaluation	165 683,53	165 683,53
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-86 601,54	-31 828,35
Subventions d'investissement	807 228,97	933 738,87
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	1 605 187,50	1 818 298,94
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	25 469,00	37 958,00
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	25 469,00	37 958,00
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts	380 322,33	494 569,68
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	380 322,33	494 569,68
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 527,18	26 011,87
Dettes fiscales et sociales	74 284,48	80 757,53
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	719,00	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	59 509,60	61 953,73
DETTE	539 362,59	663 292,81
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	2 170 019,09	2 519 549,75

Compte de Résultat

	du 01/09/24 au 31/08/25 12 mois	du 01/09/23 au 31/08/24 12 mois
Ventes de marchandises		
Production vendue	337 564	397 154
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	623 048	574 344
Reprises et Transferts de charge	14 759	3 643
Cotisations		
Autres produits	136 142	141 638
Produits d'exploitation	1 111 513	1 116 778
Achats de marchandises		
Variation de stock de marchandises		
Achats de matières premières	108 601	91 160
Variation de stock de matières premières	-7 407	-6 334
Autres achats non stockés et charges externes	242 091	254 148
Impôts et taxes	16 541	16 329
Salaires et Traitements	451 386	436 618
Charges sociales	180 111	166 519
Amortissements et provisions	212 472	206 483
Autres charges	21 953	15 138
Charges d'exploitation	1 225 749	1 180 061
RESULTAT D'EXPLOITATION	-114 237	-63 282
Opérations faites en commun		
Produits financiers	15 203	16 849
Charges financières	7 113	6 635
Résultat financier	8 090	10 214
RESULTAT COURANT	-106 147	-53 068
Produits exceptionnels	56 025	21 240
Charges exceptionnelles	36 480	
Résultat exceptionnel	19 546	21 240
Impôts sur les bénéfices		
Report des ressources non utilisées		
Engagements à réaliser		
EXCEDENT OU DEFICIT	-86 602	-31 828
Contribution volontaires en nature		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total des produits		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
Total des charges		

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : ASS ATELIER APPRENTIS. GORGE DE LOUP

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 2 170 019 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 86 602 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 24/11/2025 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

• Descriptif de l'objet social

L'association Atelier Apprentissage de Gorge de Loup est une association loi 1901 membre des Ecoles de Production AURAEP (Auvergne Rhône-Alpes Ecoles de Production) et de la FNEP (Fédération Nationale des Ecoles de Production).

L'association Atelier Apprentissage de Gorge de Loup est un établissement d'enseignement technique, privé hors contrat, à scolarité gratuite, crée en

1950 et situé dans Lyon 9ème.

L'établissement forme des jeunes à partir de 15 ans aux métiers de la mécanique productique : tournage, fraisage, ajustage, commande numérique.

C'est une école labélisée « Ecole de Production » qui propose une pédagogie novatrice et singulière basée sur le "faire pour apprendre".

Cette pédagogie permet aux élèves d'évoluer en situation réelle en réalisant de vraies commandes pour de vrais clients.

• Nature et Périmètre des activités

Ass. Atelier Apprentis. Gorge de Loup propose un parcours personnalisé qui aboutit à l'obtention de plusieurs diplômes.

L'école propose un parcours de formation sur quatre ans qui permet avant tout de former des jeunes à un métier.

Ce parcours aboutit également à l'obtention de plusieurs diplômes :

- un CAP CIP en fin de 2^{ème} année
- une certification interne d'Opérateur Régleur sur CN en fin de 3^{ème} année
- un BAC PRO TRPM à la fin de la 4^{ème} année, option réalisation et suivi de production

• Moyens mis en oeuvre

Ass. Atelier Apprentis. Gorge de Loup est implantée à Lyon et emploie aujourd'hui 10 personnes, dont 5 maîtres professionnels.

L'école dispose d'un parc machine riche et développé, composé à la fois de machines traditionnelles et de machines à commande numérique permettant de proposer de nombreux services aux entreprises.

- 17 Tours traditionnels
- 5 Fraiseuses traditionnelles
- 8 Tours à commande numérique (Programmation Fanuc et Mazak)
- 7 Centres d'usinage à commande numérique (Programmation Haas / Fanuc / Fagor)
- 1 machine de mesure tridimensionnelle HEXAGON

Règles et méthodes comptables

L'association est membre de la fédération AURAEP, créée le 26 septembre 1995.

Conformément au courrier du 28 mai 2003 signé par Monsieur Alain LAMBERT, Ministre délégué au Budget et à la Réforme Budgétaire, qui fixe le nouveau statut fiscal des Ecoles de Production, l'association a opté pour la sectorisation de ses activités en matière d'impôts indirects mais a renoncé à cette disposition en matière d'impôts directs.

Ce statut s'est appliqué la première fois à compter de l'exercice ouvert le 1er septembre 2003.

Les biens immobiliers ont ainsi fait l'objet d'une réévaluation dans le cadre de la détermination du bilan fiscal d'ouverture lié à la mise en place du nouveau statut fiscal des Ecoles de Production en date du 1er septembre 2003.

Le terrain d'une valeur d'origine de 54 881,65 euros a été réévalué à la somme de 107 500 euros.

Les constructions d'une valeur d'origine de 121 934,82 euros ont été réévalués à la somme de 113 065,18 euros.

L'écart de réévaluation apparaît ainsi pour un montant de 165 683,53 euros.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Concessions, logiciels et brevets : 2 à 3 ans
- * Constructions : 10 à 25 ans
- * Installations techniques : 1 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 1 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 8 à 12 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 8 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Règles et méthodes comptables

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3 %
- Taux de croissance des salaires : 3 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 5 %
- Table de taux de mortalité : TPRV93

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 980			33 980
Immobilisations incorporelles	33 980			33 980
- Terrains	107 500			107 500
- Constructions sur sol propre	525 192			525 192
- Constructions sur sol d'autrui	1 121 958			1 121 958
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 940 852	34 615	22 500	1 952 967
- Installations générales, agencements aménagements divers	216 593	22 594		239 186
- Matériel de transport	19 754			19 754
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	180 045	5 761		185 806
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours		65 400		65 400
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 111 895	128 369	22 500	4 217 764
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	9 322			9 322
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières	9 322			9 322
ACTIF IMMOBILISE	4 155 197	128 369	22 500	4 261 066

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		128 369		128 369
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		128 369		128 369
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		22 500		22 500
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		22 500		22 500

Immobilisations corporelles

Composants

La méthode de comptabilisation des composants a été appliquée aux immobilisations suivantes :

	Valeur Brute	Utilisation ou Taux	Mode d'amortissement
Construction sur sol propre	486 900	De 15 à 25 ans	Linéaire
Construction sur sol d'autrui	1 121 958	De 15 à 25 ans	Linéaire
Agencements des constructions			
Installations techniques			

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	33 741	236		33 977
Immobilisations incorporelles	33 741	236		33 977
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	417 457	2 714		429 528
- Constructions sur sol d'autrui	350 958	54 984		405 942
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 560 247	125 258	22 500	1 663 005
- Installations générales, agencements aménagements divers	143 303	13 815		157 118
- Matériel de transport	17 309	748		18 056
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	170 360	5 361		175 721
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 659 634	202 879	22 500	2 849 371
ACTIF IMMOBILISE	2 693 375	203 115	22 500	2 883 347

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 138 529 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	49 402	45 646	3 756
Autres	84 602	83 383	1 220
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	4 526	4 526	
Total	138 529	133 554	4 976
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers prod.à recevoir	25 640
Intérêts courus/livret & Cat	2 806
Total	28 445

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	-31 828
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	-31 828
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	-31 828
Report à Nouveau	
Total des affectations	-31 828

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/09/2024	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/08/2025
Capital	750 705			31 828	718 877
Ecarts de réévaluation	165 684				165 684
Résultat de l'exercice	-31 828	31 828	-86 602		-86 602
Subvention d'investissement	933 739		-126 510		807 229
Total Capitaux Propres	1 818 299	31 828	-213 111		1 605 188

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	37 958		12 489		25 469
Total	37 958		12 489		25 469
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			12 489		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 539 363 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	380 322	105 328	204 088	70 906
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 527	24 527		
Dettes fiscales et sociales	74 284	74 284		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	719	719		
Produits constatés d'avance	59 510	59 510		
Total	539 363	264 369	204 088	70 906
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	114 179			
(**) Dont envers les associés				

Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	225 231	177 500	177 500
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total	225 231	177 500	177 500

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fourn. fact non parvenues	12 824
Intérêts courus/emprunts	385
Provision congés à payer	14 846
Primes à payer	17 906
Charges sur congés à payer	6 199
Charges sociales à payer	6 467
Etat charges à payer	6 735
Total	65 361

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
2IT Solution forfait copies	336		
Kréos maintenance imprimante 3D	2 079		
Air liquide	215		
Visiativ maintenance	997		
Chubb contrat alarme	59		
Indeso maintenance gestion co	162		
MGE maintenance	62		
Gandi hébergement site	137		
Le Cèdre cotisation	85		
Promeom cotisation médecine travail	393		
Total	4 526		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Subvention Dreets	59 510		
Total	59 510		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Rupture conventionnelle	36 480	
Dons perçus		55 192
Produits des cessions d'éléments d'actif		833
TOTAL	36 480	56 025

Autres informations

Engagements financiers

Engagements reçus

	Montant en euros
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Garantie BPI sur emprunt "Prêt Garantie par l'Etat" à 90%	18 166
Autres engagements reçus	18 166
Total	18 166
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 25 469 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 25 469 euros